

Mémoire et révisionnisme du génocide rwandais en France

Jean-Paul GOUTEUX

International conference on genocide Kigali 05/04/2004

Le drame rwandais est un exemple moderne de la collusion entre les pouvoirs politiques et les médias **au Rwanda comme en France**. Il met en lumière les conséquences que peut avoir le contrôle direct ou indirect de ce quatrième pouvoir par les autorités politiques et militaires. Au Rwanda on connaît le rôle de journaux tel *Kangura* et l'efficacité mortifère de la RTL, la radio des Mille Collines, mise en place par des extrémistes proches du pouvoir. La radio Nationale a joué un rôle moins connu mais aussi important dans l'appel au meurtre. En France, le travail des médias, à part quelques exceptions, a été effrayant de soumission et de complaisance avec le pouvoir, le journal *Le Monde* s'est tristement illustré dans ce registre. La présentation du génocide comme un vulgaire et récurrent conflit interethnique, comme une lutte tribale atavique en Afrique centrale, au cœur des ténèbres, était le thème imposé. Sans cette dissimulation, il est certain qu'un drame raciste de cette ampleur aurait déclenché dès les premiers jours l'indignation générale, ce qui aurait rendu sa réalisation impossible.

La dissimulation du génocide sous le paravent des « troubles ethniques » est la forme principale du négationnisme. Or, les Tutsi, repérés par le fichage ethnique officiel (cartes d'identités) ou au faciès (selon les stéréotypes répandus) ont été systématiquement tués, des vieillards aux nourrissons. Le viol et la torture avant la mise à mort ont également été systématisés. C'est un génocide au sens premier du terme selon des critères qui s'appliquent à l'extermination des Arméniens et des Juifs. Pour leurs assassins, les Tutsi, les Juifs ou les Arméniens ne pouvaient abjurer. Les massacres des Protestants par les Catholiques (et *vice versa*) pendant les guerres de religions en Europe, l'extermination de musulmans lors des croisades, n'étaient pas des génocides parce qu'un croyant peut se convertir, peut abjurer sa foi. Les Tutsi, les Juifs et les Arméniens étaient condamnés à mourir pour ce qu'ils sont. C'est-à-dire, dans l'esprit de leurs bourreaux, pour le crime d'être nés. C'est ce qui fait l'immense singularité du crime de génocide.

Mon propos est de vous parler de la négation du génocide en France comme conséquence de l'implication française. La compromission des dirigeants français avec les auteurs de ce génocide entraîne en effet de multiples conséquences. Le silence de la presse est l'une d'elles. Le comportement des députés en est une autre. Les hommes politiques ne cherchent pas à connaître une vérité dérangeante. Ils ne cherchent surtout pas à savoir. La Mission parlementaire sur le Rwanda l'a montré en 1998. La négation est explicitement ou implicitement soutenue par tous ceux qui n'ont voulu voir dans le génocide qu'une guerre civile dont ils avaient choisi un camp, tous ceux qui ont au moins montré par ce choix leur

irresponsabilité et leur incompétence gravissime. Mais le « pire » aussi doit être envisagé, comme le passé d'extrême droite ou les affinités extrémistes toujours actuelles de certains de ses acteurs. Récemment, en septembre 2003, Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, à la suite de François Mitterrand, a parlé de « génocides » avec un « s » au Rwanda. Ce pluriel manifestait l'adhésion publique de l'ancien Président de la République, comme elle manifeste celle de celui qui était il y a encore quelques jours le responsable de la diplomatie française, à la théorie révisionniste dite du « double génocide ». Selon cette théorie, le génocide des Tutsi du Rwanda serait le pendant d'un « génocide des Hutu » par la rébellion du Front patriotique rwandais. La reprise en 2003 d'une théorie révisionniste par une voix officielle montre qu'il s'agit là pour la politique française d'un problème majeur, d'un problème permanent, d'un problème profond.

La négation est dès l'origine un élément constitutif du génocide. Malgré toutes les tentatives pour nier le génocide au moment de son exécution, malgré les souffrances indicibles des victimes, cette réalité « impensable » commence à être pensée, elle émerge doucement. Les livres de témoignages et d'analyses se multiplient. D'un autre côté, les négationnistes sont plus virulents que jamais. Ils sont même présents dans l'enceinte du Tribunal pénal international pour le Rwanda chargé de juger les organisateurs du génocide ce qui est un comble. Dans une conférence organisée avec l'Association des avocats de la défense du TPIR, Rety Hamuli, l'avocat du présumé génocidaire André Ntagerura, en complet accord avec les autres avocats présents : Jean-Yves Degli et Raphaël Constant, expliquait à l'auditoire qu'il n'y avait aucune preuve du génocide. J'ai assisté à cette conférence intitulée : « L'attentat terroriste du 6 avril 1994 et le Tribunal Pénal International pour le Rwanda », organisée Le 4 avril 2003 à Paris, dans une salle des Champs-Élysées, sous l'impulsion de Charles Onana.

Le Sénat français a même donné une salle pour une conférence négationniste enflammée où la journaliste camerounaise, Marie-Roger Biloa pouvait affirmer à la tribune « *qu'elle a été l'un des premiers journalistes à affirmer qu'au Rwanda, il n'y pas eu de génocide, et que les autres commencent à s'en rendre compte* ». La conférence s'intitulait : « Demain le Rwanda » et s'est donc tenu au Sénat français, salle Monnerville, le 4 avril 2002, avec toujours l'omniprésent Charles Onana. Si les négationnistes s'agitaient partout à l'approche du dixième anniversaire du génocide, c'est bien en France qu'ils s'agitent le plus et qu'ils sont le plus virulents. Ils ont multiplié à Paris et en province conférences de presse, colloques, débats et réunions, y compris avec le parrainage d'Amnesty International, comme par exemple la conférence organisée le 25 octobre 2003 à Strasbourg, avec Charles Onana. Ce Charles Onana venait de se produire à l'Assemblée Nationale, lors d'une conférence organisée le 16 octobre 2003 par le Club Afrique sous le patronage d'Arnaud Montebourg. Il se reproduira encore à deux reprises à Toulouse avec le sinistre Robin Philpot les 28 et 29 novembre 2003. Ces négationnistes manqueront de peu le patronage du CNRS. Le débat intitulé « Une approche de la vérité au Rwanda 10 ans après », organisé par le CNRS-média, prévu pour le 26 novembre 2003, a pu

heureusement être annulé après que les organisateurs aient été informés des thèses négationnistes défendues par Charles Onana et par ses collègues. Ajoutons que l'on trouve dans la sérieuse revue *Politique africaine* un article expliquant qu'il ne s'est agit au Rwanda que de « *pogroms populaires, spontanés et aléatoires* », « *une forme de jacquerie* ». Ceci dans le n° de mars 1998. La dissimulation, en France, d'un génocide reconnu par l'ONU en utilisant le concept de lutte tribale, montre qu'il y a bien un problème sous-jacent dans ce pays.

La négation comme moyen de dissimuler l'implication française. La question de la complicité française dans une telle horreur, reste dans le flou. Les médias français et les services de communication du pouvoir politique et de l'armée veillent. Mais les faits sont là et, heureusement, certains citoyens français veulent savoir. Ces citoyens ont mis sur pied une Commission d'Enquête qui s'est tenu à Paris du 22 au 26 mars 2004. Je vous donnerais quelques éléments de ses conclusions. Les faits sont donc là. Les dirigeants français ont reçu à l'Élysée et à Matignon les représentants de l'État génocidaire rwandais, le 27 avril 1994, au moment où cet État procédait depuis près d'un mois à l'élimination de la composante Tutsi de la population. De nombreux acteurs politiques français ont d'ailleurs reconnu qu'ils savaient tout de la menace qui planait sur la communauté tutsi. C'est donc en toute connaissance de cause qu'ils ont laissé les diplomates et les militaires français soutenir les extrémistes hutu pendant la phase d'extermination. Un soutien qui s'est poursuivi dans les camps **d'exilés** hutu jusqu'en 1997, jusqu'à leur démantèlement par l'APR.

De François Mitterrand à Alain Juppé, en passant par Hubert Védrine, tous les responsables politiques impliqués au Rwanda ont justifié le soutien que « la France » apportait aux tueurs par le fait que « *les Hutu représentent 80% de la population* ». Cet argument fait donc référence à la « démocratie raciale », une démocratie qui serait fondée sur des critères ethniques. Ainsi, de fait, l'Élysée et le *Hutu Power* utilisaient la même propagande, les uns pour justifier leur intervention au Rwanda et les autres pour pousser la population aux massacres. En réalité il s'agissait pour les militaires français de mettre au point et d'appliquer, dans le laboratoire rwandais, les principes de la « guerre révolutionnaire » dirigée contre la population civile. Un officier a confié au journaliste Patrick de Saint-Exupéry, que, dès le 23 janvier 1991, il s'est aperçu **qu'une structure parallèle de commandement militaire français a été mise en place**. Je vais citer ici quelques passages de son livre *L'inavouable* (pages 276-278)

- « L'amiral Lanxade se fera l'interprète de ce rêve de monarque et d'officiers. Il s'agit de créer, en dehors de tout contrôle, au nez et à la barbe de nos institutions et de notre Parlement, une structure appelée à être le bras armé de notre désir d'empire, de ce souverain désir de puissance. Une légion aux ordres de l'Élysée... » Le COS. (Commandement des Opérations Spéciales)
- « Le COS est une structure « politico-militaire ». C'est le bras armé de notre pouvoir. Son fonctionnement est tellement secret que rien ne peut filtrer. [...] En 1993, [...] l'amiral

Lanxade autorise le COS à développer des capacités de guerre psychologique. [...] Les apprentis sorciers ont gagné. [...] Le Rwanda leur servira de laboratoire. [...] Il n'y a aucun enjeu, et le profil du Rwanda – dictature, crise interne, effondrement économique, surpopulation, apparition d'une guérilla – est totalement adapté à une "guerre révolutionnaire". C'est idéal. Vraiment idéal. Nous en ferons donc notre champ d'expérimentation. »

- « Nous avons instruit les tueurs. Nous leur avons fourni la technologie : notre "théorie". Nous leur avons fourni la méthodologie : notre "doctrine". Nous avons appliqué au Rwanda un vieux concept tiré de notre histoire d'empire. De nos guerres coloniales. Des guerres qui devinrent "révolutionnaires" à l'épreuve de l'Indochine. Puis se firent "psychologiques" en Algérie. Des "guerres totales". Avec des dégâts totaux. Des "guerres sales". »
- La « guerre révolutionnaire » est une doctrine qui, selon le colonel Thiéblemont, finalise « *l'usage des pratiques de propagande et de coercition de masse*. [Patrick de Saint-Exupéry cite le colonel] *Elle repose sur six grands principes : le déplacement de populations à grande échelle, le fichage systématique, la création de milices d'autodéfense, l'action psychologique, le quadrillage territorial et les "hiérarchies parallèles"*. »

Il y a en France une synergie perverse entre deux composantes : un néocolonialisme militaire et un système maffieux que l'on appelle maintenant communément : **la Françafrique**. La politique de la France en Afrique est le résultat d'une synergie entre ces deux composantes bien distinctes et apparemment sans rapport. D'un côté un système mafieux et prédateur incarné notamment par l'entreprise Total-Elf (qui n'est que la plus illustre et la mieux connue des très nombreuses entreprises et lobbys d'intérêts françafricains). D'un autre côté des militaires d'extrême droite, le lobby « militaro africaniste », qui est un pouvoir au sein du pouvoir, implanté au cœur de l'État. C'est l'âme de la politique africaine avec ses traditions coloniales fortes et une permanence qui le situe au-delà des fluctuations et des contingences politiques. Ainsi, un petit groupe d'officiers extrémistes et racistes, pour la plupart issus des RPIMa, dispose d'un pouvoir de nuisance considérable que l'on peine à imaginer. Ils contrôlent en effet de nombreuses instances de décisions, d'information et d'intervention, notamment les services secrets. Leur existence est quasi-invisible, bien que parfois dénoncée, notamment en termes très violents par l'amiral Antoine Sanguinetti, dans le Supplément n°49 du mensuel de la *Ligue de l'enseignement* en mai 1997, ou Jean-François Bayart, dans *Les Temps modernes* en juillet août 1995. Mais cela reste exceptionnel.

L'Élysée est le chef d'orchestre entre ces deux composantes, l'une affairiste et l'autre idéologique. Mais contrairement aux apparences, ces composantes ne sont pas si éloignées qu'il le paraît. Il existe entre elles de nombreuses passerelles : les militaires de la première finissent souvent embauchés à prix d'or dans les sociétés de la seconde. Ainsi Michel Roussin, officier de renseignement, passé chef de service au ministère de la Défense en 1980-81, puis ministre de la Coopération en 1993-94, devient en 1996, président de SAE International, une filiale du groupe Eiffage. En 1998, il obtient un poste d'administrateur à la Compagnie minière Comilog, sous filiale du Holding public ERAP. Enfin, depuis 1999, il travaille pour Vincent Bolloré

second conglomérat françafricain après Elf-Total. L'itinéraire du Général Jean Heinrich est non moins explicite. Chef du service action de la DGSE, les services secrets français, en 1987-1990 et directeur du Renseignement militaire (DRM) de 1992 à 1995, il démissionne et devient directeur de projets de la société *Geos* où se retrouvent nombreux ses anciens subordonnés du 11^{ème} Choc, le service action de la DGSE. Il rejoindra ensuite le groupe Bolloré où se trouve déjà Michel Roussin.

Dans le cas du soutien au Hutu Power, il est clair que c'est la composante militaire qui a pris le dessus et qu'elle a gardé jusqu'à maintenant l'initiative, malgré l'échec des forces génocidaires et surtout malgré le génocide. Le fait que le ministre des Affaires étrangères françaises ose encore évoquer en 2003 un « double génocide », montre l'influence d'un petit groupe d'officiers extrémistes qui a fait de la France l'indéfectible allié d'un État génocidaire. Ces militaires agressifs sont quasiment tous issus du 1^{er} RPIMa, l'ex-« coloniale ».

La fausse opération humanitaire *Turquoise* eu surtout pour conséquence de donner un nouveau regain à un génocide finissant, comme l'a constaté sur place Roméo Dallaire, le commandant de la force de l'ONU (il le dit dans son livre : *J'ai serré la main du diable. La faillite de l'humanité au Rwanda*). Cela, hélas, on ne le dit pas assez. Ce sont encore ces mêmes militaires issus des RPIMa qui récemment ont dévoyé la Mission d'intervention européenne *Artémis* au Congo Kinshasa (en 2003). Pendant leur intervention, ils ont laissé massacrer des centaines de personnes en Ituri appartenant au groupe héma, qu'ils assimilaient aux Tutsi, désarmant en revanche unilatéralement l'Union du Peuple Congolais (UPC) qui représente ce groupe. C'est gratuit, il n'y a aucun intérêt français à défendre ici. C'est l'idéologie de ces militaires, ses rancunes et ses traditions qui s'imposent.

En conclusion, le principal responsable des armées et des politiques était en 1994 François Mitterrand. Il a pu dans cette guerre secrète du Rwanda renouer avec son passé de militant de la droite la plus extrême et assumer une idéologie qu'il a dissimulée mais n'a sans doute jamais répudiée, comme l'atteste ses amitiés et diverses affaires. Derrière Mitterrand, il y a tous les services secrets français, il y a l'état major militaire, il y a tous ceux qui l'informaient, qui informaient son ministre de la Défense et celui des Affaires étrangères. Ces agents des divers services sont toujours là, en place, toujours actifs et n'ont jamais été critiqués, jamais été désavoués encore moins privés de leurs fonctions. Des fonction cruciales de décision et d'information. **L'État français s'abrite derrière le secret d'État.** La négation et/ou le camouflage du génocide rwandais est, pour ces « hommes de l'ombre », un devoir imposé.

Ajoutons à cela que de nombreux décideurs, experts, conseillers, « connaisseurs de l'Afrique », journalistes et autres « négrologues », chantres de la coopération française issus de l'université et des grandes écoles, refusent évidemment de reconnaître l'implication française et encore moins d'assumer leur rôle. La négation ou le révisionnisme est pour eux une échappatoire, une solution simple et efficace, évitant toute mise en cause.